

Six mois après le début de la guerre, un règlement diplomatique en Ukraine est encore possible

Le 24 août 2022, par C.J. Polychroniou, Truthout <https://truthout.org/articles/chomsky-six-months-into-war-diplomatic-settlement-in-ukraine-is-still-possible/>

C.J. Polychroniou est économiste politique/scientifique politique, auteur et journaliste. Il a enseigné et travaillé dans de nombreuses universités et centres de recherche en Europe et aux États-Unis. Actuellement, ses principaux intérêts de recherche portent sur l'intégration économique européenne, la mondialisation, le changement climatique, l'économie politique ainsi que la politique des États-Unis et la déconstruction du projet politico-économique du néolibéralisme. Il contribue régulièrement à *Truthout* et est membre du Public Intellectual Project de *Truthout*. Il a publié de nombreux livres et plus de 1000 articles qui sont parus dans une variété de revues, de magazines, de journaux et de sites d'information populaires. Nombre de ses publications ont été traduites en plusieurs langues étrangères, notamment en arabe, chinois, croate, espagnol, français, grec, italien, néerlandais, portugais, russe et turc. Ses derniers livres sont *Optimism Over Despair : Noam Chomsky On Capitalism, Empire, and Social Change* (2017); *Climate Crisis and the Global Green New Deal : The Political Economy of Saving the Planet* (avec Noam Chomsky et Robert Pollin comme principaux auteurs) ; *The Precipice : Neoliberalism, the Pandemic, and the Urgent Need for Radical Change*, une anthologie d'entretiens avec Chomsky publiée à l'origine sur Truthout et rassemblée par Haymarket Books (2021); et *Economics and the Left: Interviews with Progressive Economist* (2021).



Un couple devant des véhicules militaires russes calcinés exposés dans le centre-ville, le 22 août 2022, à Kiev, en Ukraine (ALEXEY FURMAN/ GETTY IMAGES)

Noam Chomsky est professeur émérite du département de linguistique et de philosophie du MIT, professeur lauréat de linguistique [[Le titre de professeur lauréat est décerné aux universitaires les plus éminents en reconnaissance de leurs réalisations et de leur contribution exceptionnelle à leur domaine d'études et à leur université, NdT] et titulaire de la chaire Agnese Nelms Haury du programme sur l'environnement et la justice sociale de l'université d'Arizona. Il est l'un des chercheurs les plus fréquemment cités dans le monde et un intellectuel reconnu considéré par des millions de personnes comme un trésor national et international, Chomsky a publié plus de 150 ouvrages sur la linguistique, la pensée politique et sociale, l'économie politique, l'étude des médias, la politique étrangère des États-Unis et les affaires mondiales. Ses derniers livres sont *The*

***Secrets of Words* (avec Andrea Moro ; MIT Press, 2022) (Le mystère des mots, non traduit) ; *The Withdrawal : Iraq, Libya, Afghanistan, and the Fragility of U.S. Power* (avec Vijay Prashad (Le repli : Irak, Libye, Afghanistan, et la fragilité de la puissance américaine, non traduit) ; The New Press, 2022) ; et *The Precipice : Neoliberalism, the Pandemic and the Urgent Need for Social Change* (avec C. J. Polychroniou ; Haymarket Books, 2021) (Le Précipice : néolibéralisme, pandémie et urgence d'un changement social, non traduit).**

La guerre en Ukraine se poursuit sans relâche. Il n'y a aucun signe visible d'une conclusion en vue pour cette tragédie, bien qu'il soit difficile d'imaginer que la situation actuelle reste inchangée pendant beaucoup plus longtemps. La guerre a révélé des faiblesses dramatiques au sein des forces armées russes, tandis que la résistance ukrainienne a surpris même les experts militaires. Entre-temps, comme le souligne Noam Chomsky dans cette interview exclusive pour *Truthout*, il est plus qu'évident que les États-Unis mènent une guerre « par procuration » en Ukraine, ce qui rend extrêmement difficile toute avancée majeure pour les planificateurs militaires russes.

Dès le premier jour, Noam Chomsky s'est imposé comme l'une des voix les plus importantes en ce qui concerne la guerre en Ukraine. Il a condamné l'invasion russe, la qualifiant d'agression criminelle tout en analysant le subtil contexte politique et historique entourant la décision de Poutine de lancer une attaque contre ce voisin de la Russie. Dans l'interview qui suit, Chomsky réitère sa condamnation de l'invasion russe en Ukraine, estime que la situation concernant les pourparlers de paix rappelle immanquablement le « piège afghan », et évoque la forme exceptionnelle de censure qui se produit aux États-Unis où toute idée impopulaire concernant la guerre en Ukraine est systématiquement supprimée.

C.J. Polychroniou: Six mois se sont écoulés depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, et pourtant la fin de la guerre n'est nulle part en vue. La stratégie de Poutine s'est retournée contre lui de façon spectaculaire, car non seulement elle n'a pas réussi à faire tomber Kiev, mais elle a également relancé l'alliance occidentale, alors que la Finlande et la Suède ont mis fin à des décennies de neutralité en rejoignant l'OTAN. La guerre a également provoqué une crise humanitaire de très grande ampleur, entraîné une hausse des prix de l'énergie et fait de la Russie un État paria. Dès le premier jour, vous avez décrit l'invasion comme un acte d'agression criminel et l'avez comparée à l'invasion de l'Irak par les États-Unis et à l'invasion de la Pologne par Hitler et Staline, en dépit du fait que la Russie se sentait menacée par l'expansion de l'OTAN à l'est. Je pense que vous maintenez ce point de vue, mais pensez-vous que Poutine aurait hésité à envahir le pays s'il avait su que son aventure militaire se terminerait par une guerre de longue durée ?

Noam Chomsky: Lire dans les pensées de Poutine est devenu une véritable activité artisanale, remarquable quand on constate l'extrême assurance de ceux qui interprètent les rares feuilles de thé [art divinatoire, NdT]. J'ai quelques hypothèses, mais elles ne sont pas fondées sur des preuves qui seraient meilleures que celles des autres, et elles sont donc peu crédibles.



Le président russe Vladimir Poutine assiste à un défilé marquant la Journée de la marine à Saint-Pétersbourg, en Russie, le 31 juillet 2022 (Sputnik/Mikhail Klimentyev/Kremlin via REUTERS)

À mon avis, les services de renseignement russes étaient du même avis que le gouvernement américain, qui avait annoncé que la conquête de Kiev et l'installation d'un gouvernement fantoche seraient une tâche facile, et qu'on ne se retrouverait pas face à la débâcle qui a eu lieu. Je suppose que si Poutine avait eu de meilleures informations sur la volonté et la capacité de résistance des Ukrainiens, ainsi que sur l'incompétence de l'armée russe, ses plans auraient été différents. Peut-être ceux-ci auraient-ils été ceux auxquels s'attendaient de nombreux analystes chevronnés, ce que la

Russie semble maintenant avoir transformé en plan B : tenter d'établir un contrôle plus ferme de la Crimée et d'un point de passage vers la Russie, et s'emparer de la région du Donbass.

Il est possible que, s'il avait bénéficié de meilleurs renseignements, Poutine aurait peut-être pu avoir la sagesse de répondre sérieusement aux initiatives prudentes de Macron en faveur d'un règlement négocié qui aurait évité la guerre, et il aurait peut-être même pu envisager un compromis Europe-Russie sur le modèle des propositions de De Gaulle et Gorbatchev. Tout ce que nous savons, c'est que ces initiatives ont été rejetées avec mépris, au prix fort, notamment pour la Russie. Au lieu de cela, Poutine a lancé une guerre d'agression meurtrière qui, en fait, est comparable à l'invasion de l'Irak par les États-Unis et à l'invasion de la Pologne par Hitler et Staline.

Le fait que la Russie se soit sentie menacée par l'expansion de l'OTAN à l'Est, et ce en violation des promesses fermes et sans ambiguïté faites à Gorbatchev, a été souligné par pratiquement tous les diplomates américains de haut niveau ayant une certaine connaissance de la Russie depuis 30 ans, bien avant Poutine.

Pour ne prendre qu'un seul exemple parmi un large éventail, en 2008, alors qu'il était ambassadeur en Russie et que Bush II invitait imprudemment l'Ukraine à rejoindre l'OTAN, l'actuel directeur de la CIA William Burns a averti que «l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN est la plus brûlante de toutes les lignes rouges pour l'élite russe (et pas seulement pour Poutine). Il a ajouté, je n'ai encore trouvé personne qui considère l'Ukraine rejoignant l'OTAN comme autre chose qu'un défi direct et de taille à l'encontre des intérêts russes».

Plus généralement, Burns a qualifié l'expansion de l'OTAN en Europe de l'Est de «au mieux prématurée, et au pire inutilement provocatrice». Et si l'expansion devait aller jusqu'à l'Ukraine, Burns a prévenu: «Il ne fait aucun doute que Poutine riposterait durement».

Burns ne faisait que réitérer ce qui était admis au plus haut niveau du gouvernement, depuis le début des années 90. Le secrétaire à la défense de Bush II, Robert Gates, a reconnu que «tenter d'intégrer la Géorgie et l'Ukraine dans l'OTAN était une démarche réellement disproportionnée, ... qui ignorerait imprudemment ce que les Russes considéraient comme leurs propres intérêts nationaux vitaux».

Les avertissements émanant de sources gouvernementales informées étaient fermes et explicites. Ils ont été rejetés par Washington dès les années Clinton. En fait, jusqu'à aujourd'hui. Cette conclusion est confirmée par la récente étude exhaustive du *Washington Post* sur le contexte de l'invasion. Dans leur analyse de l'étude, George Beebe et Anatol Lieven observent que «les efforts de l'administration Biden pour éviter la guerre semblent tout à fait insuffisants».

Comme l'a dit le ministre des affaires étrangères Sergey Lavrov dans les semaines précédant l'invasion, pour la Russie, «la clé de tout est la garantie que l'OTAN ne s'étendra pas vers l'est». Mais le compte rendu du *Post* ne mentionne nulle part que la Maison Blanche ait envisagé de proposer des compromis concrets concernant l'admission future de l'Ukraine dans l'OTAN. Au contraire, comme le département d'État l'avait déjà concédé, «les États-Unis n'ont fait aucun effort pour apaiser l'une des principales préoccupations sécuritaires les plus souvent exprimées par Vladimir Poutine, à savoir l'éventualité d'une adhésion de l'Ukraine à l'OTAN».

En bref, les provocations se sont poursuivies jusqu'à la dernière minute. Elles ne se sont pas limitées à saper les négociations mais ont inclus l'expansion du projet d'intégration de l'Ukraine dans le commandement militaire de l'OTAN, la transformant en un membre "de facto" de l'OTAN, comme le disent les media militaires américains.

La preuve flagrante d'une provocation est, sans doute, la raison pour laquelle il existe une règle tacite qui veut que l'agression russe soit qualifiée de «non provoquée», un terme rarement, voire jamais utilisé, mais que la société de bon ton impose dans ce cas. Les psychologues ne devraient avoir aucun problème à expliquer ce curieux comportement.

Bien que les provocations aient été constantes et conscientes pendant de nombreuses années, malgré les avertissements, elles ne justifient évidemment en rien le recours de Poutine au «crime international suprême» qu'est l'agression. Bien qu'elle puisse contribuer à expliquer un crime, la provocation ne justifie en rien celui-ci.

Quant au fait que la Russie devienne un «état paria», je pense qu'il convient d'apporter quelques nuances. Elle est certainement en train de devenir un État paria en Europe et dans l'Anglosphère, à un degré qui a surpris même les plus expérimentés des spécialistes de la guerre froide.

Graham Fuller, l'une des figures de proue du renseignement américain pendant de nombreuses années, a récemment fait le commentaire suivant : «Je ne pense pas avoir jamais vu - de toute ma vie - un blitz médiatique américain aussi dominant que celui auquel nous assistons aujourd'hui à propos de l'Ukraine. Les États-Unis ne se contentent pas de faire valoir leur interprétation des événements, ils s'engagent également dans une diabolisation à grande échelle de la Russie en tant qu'État, société et culture. Le parti pris est extraordinaire - je n'ai jamais rien vu de tel lorsque j'étais en charge des affaires russes pendant la guerre froide.

Revenons à nos feuilles de thé, on pourrait peut-être supposer que, comme dans la référence obligatoire à l'invasion

«non provoquée», un certain sentiment de culpabilité ne soit pas trop bien dissimulé. Telle est la position des États-Unis et, à des degrés divers, celle de leurs proches alliés. La majeure partie du monde, cependant, continue de se tenir à l'écart, condamnant l'agression mais maintenant des relations normales avec la Russie, tout comme les détracteurs occidentaux de l'invasion de l'Irak par les États-Unis et le Royaume-Uni ont maintenu des relations normales avec les agresseurs (qui n'ont absolument pas été provoqués). Les pieuses déclarations sur les droits humains, la démocratie et la « sanctuarisation des frontières » proférées par les champions mondiaux de la violence et de la subversion - des questions que le Sud connaît bien pour en avoir largement fait l'expérience - sont elles aussi largement sujettes à raillerie.



Des obusiers tractés M777 de 155 mm du Corps des Marines sont placés sur la ligne de vol avant d'être chargés sur un avion C-17 Globemaster III de l'armée de l'air à la base de réserve aérienne de March, en Californie, le 22 avril 2022. Ces obusiers font partie des efforts déployés par les États-Unis aux côtés de leurs alliés et partenaires pour identifier et fournir des armes à l'Ukraine. (Austin Fraley/U.S. Marine Corps)

C.J. Polychroniou: La Russie prétend que les États-Unis sont directement impliqués dans la guerre en Ukraine. Les États-Unis mènent-ils une « guerre par procuration » en Ukraine ?

Noam Chomsky: Le fait que les États-Unis soient fortement impliqués dans la guerre, et qu'ils en soient fiers, n'est pas remis en question. Le fait qu'ils mènent une guerre par procuration est largement admis en dehors de la sphère anglo-européenne. Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi. La politique officielle des États-Unis, transparente et publique, est que la guerre doit se poursuivre jusqu'à ce que la Russie soit si sévèrement affaiblie qu'elle ne puisse plus entreprendre de nouvelles agressions. Cette politique est justifiée par des proclamations exaltées au sujet d'une bataille cosmique entre la démocratie, la liberté et toutes les bonnes choses contre le mal ultime qui cherche à conquérir le monde. Cette rhétorique enfiévrée n'est pas nouvelle. Le style conte de fées a atteint des sommets comiques dans le document majeur de la guerre froide, le NSC 68, et se trouve communément ailleurs.

Prise au pied de la lettre, la politique officielle implique que la Russie doit être soumise à un châtiment plus sévère encore que celui infligé à l'Allemagne à Versailles en 1919. Les personnes visées sont susceptibles de prendre la politique officielle au pied de la lettre, avec des conséquences évidentes quant à leur réaction.

Le discours occidental classique renforce l'idée que les États-Unis se livrent à une guerre par procuration. Alors que l'on discute en long et en large de la manière de lutter plus efficacement contre l'agression russe, on ne trouve pratiquement pas un mot sur la manière de mettre fin aux horreurs - des horreurs qui vont bien au-delà de l'Ukraine.

Ceux qui osent soulever la question sont généralement vilipendés, même lorsqu'il s'agit de figures aussi respectées que

Henry Kissinger bien que, curieusement, les demandes de règlement diplomatique ne soient pas diabolisées, ce qui est pourtant habituel, lorsqu'elles sont publiées dans les principaux journaux de l'establishment.

Quelle que soit la terminologie que l'on préfère utiliser, la réalité des faits essentiels concernant la politique et les plans des États-Unis sont suffisamment clairs. Pour moi, «guerre par procuration» semble être le terme approprié, mais ce qui importe, ce sont les politiques et les intentions.



Le journaliste français Alain Gresh à Doha le 26 Mars 2022 (AFP)

C.J. Polychroniou: Comme il fallait s'y attendre, l'invasion a également donné lieu à une guerre de propagande à grande échelle de la part de toutes les parties concernées. À ce propos, vous avez récemment déclaré qu'avec l'interdiction de Russia Today et d'autres médias russes, les Américains ont moins accès à leur adversaire officiel que ne l'avaient les Soviétiques dans les années 1970. Pouvez-vous nous en dire un peu plus à ce sujet, d'autant que votre déclaration sur la censure aux États-Unis à propos de la guerre en Ukraine a été totalement déformée, laissant les lecteurs penser que vous sous-entendiez que la censure aux États-Unis aujourd'hui était pire que du temps du communisme en Russie?

Noam Chomsky: Du côté russe, la guerre de propagande intérieure est extrême. Du côté américain, s'il n'y a pas d'interdiction officielle, il est difficile de réfuter les observations de [Graham Fuller](#) [Graham E. Fuller est un auteur et analyste politique américain, spécialisé dans l'extrémisme islamiste. Ancien vice-président du National Intelligence Council, il a également été chef de station à Kaboul pour la CIA, NdT].

Aux États-Unis et dans d'autres sociétés occidentales, la censure au sens strict est rare. Mais comme l'écrivait George Orwell en 1945 dans son introduction (non publiée) de *La Ferme des animaux*, le «fait sinistre» des sociétés libres est que la censure est «dans une grande mesure volontaire. Les idées impopulaires peuvent être réduites au silence et les faits gênants tenus dans l'ombre, sans qu'aucune interdiction officielle ne soit nécessaire», ce qui constitue généralement un moyen de contrôle de la pensée plus efficace que la contrainte avérée.

Orwell faisait référence à l'Angleterre, mais la pratique va bien au-delà, et cela, de manière révélatrice. Pour prendre un exemple actuel, le très respecté spécialiste du Moyen-Orient Alain Gresh a été censuré par la télévision française en raison de ses commentaires critiques quant aux derniers crimes terroristes d'Israël dans la bande occupée de Gaza.

Gresh a observé que «cette forme de censure est exceptionnelle. Sur la question de la Palestine, elle est rarement

exercée de manière aussi évidente». Une forme plus efficace de censure est assurée par une sélection minutieuse des commentateurs. Ils sont acceptables, conclut Gresh, s'ils «regrettent la violence» tout en ajoutant qu'Israël a «le droit de se défendre» et soulignent la nécessité de «combattre les extrémistes des deux bords», mais «il semble qu'il n'y ait aucune place pour ceux qui critiquent radicalement l'occupation et l'apartheid dont Israël est responsable».



Interview de Sergey Lavrov par TF1 , Moscou, 29 mai 2022

Aux États-Unis, ces techniques visant à étouffer les idées impopulaires et à occulter les faits gênants sont devenues un art, comme on peut s'y attendre dans une société exceptionnellement libre. Aujourd'hui, il existe littéralement des milliers de pages qui documentent ces pratiques dans les moindres détails. D'excellentes organisations de critique des médias comme *FAIR* aux États-Unis et *Media Lens* en Angleterre en ajoutent régulièrement de nouvelles.

Il y a également dans la presse une discussion approfondie quant aux avantages des modèles occidentaux d'endoctrinement par rapport aux mesures grossières et transparentes des États totalitaires. Les dispositifs plus sophistiqués de la société libre inculquent des doctrines par présupposition, et non par affirmation, comme dans le cas décrit par Gresh.

Les règles ne sont jamais énoncées, juste tacitement admises. Le débat est autorisé, voire encouragé, mais dans les limites d'un cadre, qui est non précisé même si rigide. Elles sont intériorisées. Comme le dit Orwell, les personnes soumises à un endoctrinement subtil, ceux qui, par exemple ont reçu une bonne éducation, se sont vu inculquer la notion qu'il y a certaines choses «qu'il ne faudrait pas dire», ou même penser.

Ces dispositifs sont particulièrement efficaces lorsqu'il s'agit d'une culture très insulaire comme celle des États-Unis, où peu de gens songeraient à chercher des sources étrangères, en particulier celles d'un ennemi honni, et où l'apparence de liberté illimitée n'offre aucune incitation à sortir du cadre établi.

C'est dans ce contexte général que j'ai mentionné le cas du bannissement de sources russes telles que *Russia Today* - «exceptionnel» comme l'a souligné Gresh. Bien que dans le cadre de cette interview sur d'autres sujets, je n'aie pas eu le temps de m'étendre davantage en faisant quelques brèves remarques, cette interdiction brutale de diffusion m'a rappelé un sujet intéressant sur lequel j'ai écrit il y a quelques 30 ans.

Comme beaucoup d'autres du reste, l'article passait en revue les nombreux exemples de modes habituels de musellement des idées impopulaires et de suppression des faits indésirables dans les sociétés libres, mais il faisait également état d'études gouvernementales et universitaires visant à déterminer comment les Russes obtenaient leurs informations dans les années 70 : la fin de la période soviétique, avant Gorbatchev. Les résultats indiquent qu'en dépit de la censure rigide, un pourcentage remarquablement élevé de Russes accédaient à des sources telles que la *BBC*, voire le *Samizdat* illégal, et qu'ils étaient sans doute mieux informés que les Américains.

J'ai vérifié à l'époque auprès d'émigrés russes qui ont raconté leurs propres expériences pour échapper à la censure intrusive mais peu efficace. Ils ont essentiellement confirmé le tableau, même s'ils ont estimé que les chiffres rapportés étaient trop élevés, peut-être parce que les échantillons ont pu être biaisés en faveur de Leningrad et de Moscou.

L'interdiction directe des publications des adversaires est non seulement illégitime mais aussi nuisible. Ainsi, il aurait été

important que les Américains sachent qu'immédiatement avant l'invasion, le ministre russe des affaires étrangères soulignait que «la clé de tout est la garantie que l'OTAN ne s'étendra pas vers l'est» en Ukraine - la ligne rouge inflexible depuis des décennies. Si la volonté d'éviter des crimes horribles et de tendre vers un monde meilleur avait existé, cela aurait pu être une piste à explorer.



Les trois présidents US, ukrainien et russe (Diplomacy Watch)

Il en va de même pour les déclarations du gouvernement russe lorsque l'invasion était déjà en cours ; par exemple, la déclaration de Lavrov le 29 mai selon laquelle: «Nous avons des objectifs: démilitariser l'Ukraine (il ne doit y avoir aucune arme menaçant la Russie sur ce territoire); rétablir les droits du peuple russe conformément à la Constitution ukrainienne (le régime de Kiev l'a violée en adoptant des lois anti-russes) et aux conventions (auxquelles l'Ukraine participe); et dénazifier l'Ukraine. La théorie et la pratique nazies et néo-nazies ont profondément imprégné la vie quotidienne en Ukraine et sont codifiées dans ses lois».

Il pourrait être utile pour les Américains d'avoir accès à de tels propos en appuyant sur l'interrupteur de la télévision, du moins pour les Américains qui souhaitent mettre fin à ces horreurs plutôt que de se plonger dans la bataille apocalyptique imaginée à partir des feuilles de thé pour mettre en cage l'ours déchaîné avant qu'il ne nous dévore tous.

C.J. Polychroniou: Les négociations de paix entre la Russie et l'Ukraine stagnent depuis le début du printemps. Apparemment, la Russie veut imposer la paix à ses propres conditions, tandis que l'Ukraine semble avoir adopté la position selon laquelle il ne peut y avoir de pourparlers tant que les perspectives de la Russie sur le champ de bataille ne se seront pas amoindries. Pensez-vous que ce conflit va bientôt prendre fin ? Négocier pour mettre fin à la guerre est-il un moyen d'apaisement, comme le prétendent ceux qui s'opposent aux pourparlers de paix ?

Noam Chomsky: La question de savoir si les négociations stagnent n'est pas tout à fait claire. On nous en rapporte peu de choses, mais il semble possible que «les pourparlers pour mettre fin à la guerre soient de nouveau à l'ordre du jour. Une réunion entre l'Ukraine, la Turquie et les Nations unies montre que Kiev serait peut-être un peu moins glacial à l'idée de discussions avec Moscou» et que, «compte tenu des avancées territoriales russes», il se peut que l'Ukraine «ait assoupli son opposition à l'idée que la guerre prenne fin par la voie diplomatique». Si tel est le cas, il appartient à Poutine de montrer si son «empressement avoué pour les négociations n'est en fait qu'un bluff» ou s'il est fondé sur quelque chose de sérieux.

Ce qui est en train de se passer est très opaque. Cela nous rappelle le «piège afghan» que nous avons mentionné précédemment, alors que les États-Unis menaient une guerre par procuration avec la Russie «jusqu'au dernier Afghan», comme l'ont précisé Cordovez et Harrison dans leur étude de référence sur la façon dont l'ONU a réussi à organiser le retrait des Russes malgré les efforts des États-Unis pour empêcher un règlement diplomatique. C'est à cette époque là que le conseiller à la sécurité nationale de Carter, Zbigniew Brzezinski, qui s'attribuait le mérite d'avoir provoqué l'invasion russe, applaudissait le résultat, même si cela avait coûté la vie à quelques «musulmans agités».



Un soldat ukrainien occupe une tranchée défensive, région de Donetsk, Ukraine, 23 mai 2022 (Serhii Nuzhnenko / Reuters)

Assistons-nous à quelque chose de similaire aujourd'hui ? Peut-être. Il ne fait aucun doute que la Russie veut imposer la paix selon ses propres termes. Un accord diplomatique négocié est un compromis que chaque partie peut tolérer tout en renonçant à certaines de ses propres exigences. Il n'y a qu'une seule façon de savoir si la Russie est sérieuse lorsqu'elle parle de négociations : Essayer. Rien n'est perdu.

En ce qui concerne les perspectives sur le champ de bataille, les experts militaires font des déclarations à la fois pleines d'assurance et grandement contradictoires. Je n'ai pas de tels titres de compétences; je pense qu'il est juste de conclure, à partir du spectacle, que le brouillard de la guerre ne s'est pas levé.

Nous savons quelle est la position des États-Unis, ou du moins quelle elle était en avril dernier lors de la conférence des puissances de l'OTAN et d'autres chefs militaires organisée par les États-Unis sur la base aérienne de Ramstein : «L'Ukraine croit clairement qu'elle peut gagner et c'est aussi la conviction de chacun ici». Je ne sais pas si c'est ce que l'on croyait à l'époque, ou si c'est ce que l'on croit aujourd'hui, et je ne vois aucun moyen de le savoir.

Pour ce que cela vaut, je respecte personnellement les paroles de Jeremy Corbyn publiées le lendemain de l'ouverture de la conférence de guerre de Ramstein, paroles qui ont contribué à ce qu'il soit pratiquement expulsé du parti travailliste: «Il doit y avoir un cessez-le-feu immédiat en Ukraine, suivi d'un retrait des troupes russes et d'un accord entre la Russie et l'Ukraine sur les futurs arrangements de sécurité. Toutes les guerres se terminent par une négociation, quelles qu'elles soient, alors pourquoi ne pas s'y mettre maintenant?»